

CAPITALISME D'ETAT, SOCIALISME NATIONALISME EN ALGERIE

G. CHALIAND : *L'Algérie est-elle socialiste ?* Paris, Maspero 1964.
Collection " Cahiers libres " n° 56.

— I —

Malgré ses dimensions réduites, (1115 pp. de texte, 50 pp. d'annexes), l'ouvrage de G. CHALIAND apporte une contribution de premier ordre à la connaissance de l'Algérie indépendante. Les trois années écoulées depuis sa parution en mai 1964 n'ont entamé en rien son intérêt. Avec le très important recueil d'articles de M. LACHERAF *Algérie Nation et Société* (d'une profondeur bien supérieure), il constitue l'une des descriptions les plus courageuses et la tentative d'élucidation la plus ingénieuse de la politique algérienne qui soit en notre possession.

— II —

G.C. est avant tout un journaliste engagé, qui a collaboré avec le F.L.N. pendant la guerre et fut ensuite rédacteur en chef adjoint de *Révolution africaine* en 1963, avant de quitter l'Algérie en mars 1964. Aussitôt après son départ, il a écrit et publié ce livre afin de servir au combat socialiste. Il ne nous appartient pas de nous prononcer ici sur l'opportunité de cette publication un mois après la Charte d'Alger : l'auteur a pris ses responsabilités en toute connaissance de cause et s'est expliqué là-dessus clairement (notamment dans sa post-face pp. 167 et 168). Nous voulons simplement noter qu'en publiant rapidement une œuvre semi-pamphlétaire, l'auteur s'est soustrait dès l'abord à la critique universitaire, du moins au sens formel du terme, telle qu'il nous est coutume de la pratiquer. Il me sera donc seulement permis de regretter le relâchement du style : la lutte nationale a été « impulsée » par les paysans pauvres « épaulés » par les travailleurs des villes (p. 85). la petite bourgeoisie ne doit pas être « antagonisée » (p. 84) etc... Certaines informations, d'autre part, pourraient être mieux contrôlées : je ne suis pas tout à fait sûr que le Parti du Peuple Algérien (PPA) ait été « essentiellement composé de militants urbains » (p. 31) (n'a-t-il pas mordu dans une assez large mesure sur la campagne, même si les idées directrices, le programme et nombre de cadres sont venus de la ville ?) ni que l'aide de la Chine au F.L.N. ait été, parmi les pays socialistes « quantitativement et qualitativement la plus importante » (p. 42). Mais tout ceci est de peu d'importance en l'espèce, d'autant que cette faiblesse relative dans l'information de détail est compensée par d'excellentes annexes permettant de fixer certaines idées (Extrait du programme de Tripoli; Rapport de la direction de l'UGTA en janvier 1963 ; « Décrets de mars » ; Extraits de *Révolution africaine* ; chronologie des principaux événements de l'Algérie indépendante). De toutes manières, G.C. a voulu aller à l'essentiel sans s'arrêter aux détails.

— III —

Relâché dans la forme G.C. veut être rigoureux sur le fond et faire œuvre scientifique. « La révolution algérienne a été trop longtemps obscurcie par les mythes... L'appropriation abusive, dans les directions les plus opposées des analyses de Fanon ne faisaient qu'obscurcir la réalité... Peu de textes satisfaisants ont été publiés sur l'Algérie indépendante » (p. 10). C'est pourquoi G.C. s'est « toujours efforcé de faire l'analyse la plus correcte possible » (ibid.). Le projet est ambitieux. Par là il tombe à nouveau, et à juste titre cette fois sous le coup de la critique universitaire. Nous nous efforcerons donc de rendre justice à son travail en le serrant d'aussi près que possible.

— IV —

Un mot au préalable sur la problématique de G.C. Ce dernier se réclame nettement du « socialisme scientifique », c'est-à-dire du marxisme auquel l'Algérie est « condamnée » (p. 115). Ce qui détermine à ses yeux l'évolution d'une société et qui, par conséquent doit être pris comme clé de sa lecture, c'est la situation des hommes et des groupes sociaux par rapport à l'économie, plus précisément la compétition et l'opposition des « classes » sociales. « On n'a pas défini clairement sur *quelles classes* (souligné par G.C.) et non pas couches on voulait s'appuyer concrètement, quelles classes étaient non pas *des alliés*, mais des classes qu'on pouvait entraîner, quelles classes devaient *politiquement* être liquidées » (p. 82). Tel est le principal grief imputable selon G.C., au gouvernement algérien en 1964. Sans entrer pour l'instant dans les détails de l'analyse, ni se demander ce que signifie l'« entraînement » d'une classe et sa liquidation « politique », il faut retenir avant tout que, dans l'optique choisie, la contradiction principale de la société algérienne ne se situe pas entre la « tradition » et la « modernité » (1), ni entre la « démocratie » et la « dictature », ni encore entre « l'idéologie religieuse » et « l'idéologie laïque », mais entre les classes sociales dominées et dominantes. De cette contradiction dépendent toutes les autres qui doivent être « lues » à la lumière de la contradiction principale.

Il est permis de récuser radicalement ce type d'approche et de se borner à une critique extrinsèque du livre, laissant à l'auteur la responsabilité de ses « a priori ». Nous pensons au contraire que le marxisme n'a pas épuisé ses vertus dans les pays sous développés et que pour rendre vraiment justice à G.C., il convient de faire une critique « intrinsèque » de son travail, en nous plaçant à l'intérieur de sa méthode.

(1) Pour un exposé général de ce genre d'approche voir D. APTER *The politics of modernization*, University of Chicago press, 1965. G.C. n'évacue d'ailleurs pas tout à fait cette manière de voir quand il oppose (notamment p. 35) le « clanisme » politique, expression de la tradition, à la démocratie, où les masses ne sont plus manipulées comme des clientèles ; mais dans l'ensemble, c'est le « contenu social » de ce genre de contradictions qui l'intéresse.

— V —

La première partie, « *Naissance de l'état algérien* » analyse les luttes des débuts de l'indépendance et tente de les expliquer à partir de l'histoire du mouvement nationaliste et de la guerre de libération nationale. L'été 1962 est marqué par une féroce lutte de clans sans principe politique, entièrement tournés vers la prise du pouvoir. Il ne s'agit nullement de la « révolution face à la contre révolution » (p. 15) mais seulement de fractions, de « satrapies » (p. 19). Celui des deux camps possédant une « armée organisée » triomphe. Cependant, le parti du F.L.N., dont l'indigence idéologique a été dénoncée par le programme de Tripoli (p. 18), vole en éclats, et la petite bourgeoisie urbaine s'empare des biens et des postes de l'Etat avec la complicité de l'exécutif provisoire. Le parti, sous l'influence de KHIDER, devient un appareil « coopté au sommet », « assis sur les notables » (p. 27). L'Etat manque de popularité et d'assise sociale (p. 20). Telle est la situation au moment des décrets de mars sur l'autogestion. Elle s'explique par les caractéristiques du mouvement national algérien, dont l'encadrement réformiste et petit bourgeois, toujours bousculé par une base populaire plus radicale, a finalement chaque fois repris le contrôle de l'appareil. « Les sept années de guerre n'avaient pas permis au Front de se doter d'une direction homogène, ni d'un parti armé idéologiquement. Aucune avant garde révolutionnaire n'avait pu se dégager. Seules les masses souhaitaient ardemment la justice sociale » (p. 41).

« *L'option socialiste* » (2^e partie) est prise à partir des « décrets de mars » nationalisant un million d'hectares de terres parmi les meilleurs et plus de 400 entreprises industrielles et artisanales. L'enthousiasme des travailleurs est grand, mais aucune exploitation politique n'en est faite, ni quant à l'organisation du parti, ni quant à celle de l'économie, l'enthousiasme retombe, les travailleurs se découragent, le chef de l'Etat temporise et renvoie les échéances à la tenue d'un congrès, bref, selon G.C., l'autogestion fautive de s'inscrire dans une politique socialiste de l'ensemble de l'économie risque bientôt de devenir une appendice, privilégiée dans l'agriculture, sabotée dans l'industrie, d'un appareil d'état conservateur tout occupé à édifier un capitalisme d'Etat (p. 66).

La 3^e partie « *Où va la Révolution* » tente de fournir une explication globale du socialisme algérien. En gros, selon G.C., l'Algérie a pris des mesures apparemment ou virtuellement socialistes (autogestion, nationalisations) mais celles-ci sont stérilisées par le contexte social et plus précisément par la « nature de l'Etat ». Ce dernier est un appareil conservateur, peuplé de petits bourgeois opposés, dans les faits, au socialisme. « L'étatisation de l'économie n'est pas l'essentiel du socialisme. Ce qui importe avant tout, c'est l'existence du parti révolutionnaire mobilisant les masses, c'est la nature de l'Etat, c'est-à-dire l'origine sociale de ceux qui le composent, leur idéologie et la part de surplus économique qu'ils consomment » (p. 87). Des organismes importants ont été créés (Plan, BERIM, ONACO) mais « le problème, c'est que ces organismes ont été confiés la plupart du temps non à des militants, mais à des semi technocrates bourgeois, empreints de

bureaucratisme et coupés des masses » (p. 99). Du coup l'Etat, comme le parti, faute d'une orientation politique claire autour de clivages sociaux (de « classe ») se réduisent à un jeu d'alliances instables entre « classes à mentalité petite bourgeoise, voire féodale » (p. 108 pour le parti et p. 95 pour l'Etat)

— VI —

De ce trop long résumé, il est possible de dégager la thèse essentielle de G.C. : l'Etat est occupé par une petite bourgeoisie conservatrice, favorable au capitalisme d'Etat (qu'il convient de distinguer soigneusement à la fois du capitalisme privé et du socialisme) liée au capitalisme étranger (surtout au « capitalisme monopolistique d'Etat »). Cette classe s'avèrera incapable d'industrialiser le pays et de réaliser le développement harmonieux des forces productives. La paysannerie pauvre des régions montagneuses verra son sort s'aggraver encore, le chômage s'accroîtra dans les villes. « Il appartiendra à des militants révolutionnaires de les (les paysans pauvres) encadrer et de sceller leur alliance avec le prolétariat » (p. 115). Le livre s'achève sur cet heureux mélange de catastrophisme et de « lendemains qui chantent ».

— VII —

La part faite à la polémique et aux outrances naturelles dans un travail semi pamphlétaire, il demeure un certain nombre d'observations très justes et de thèses importantes que je voudrais apprécier et discuter.

G.C. me paraît avoir bien observé un point fondamental : la prise en mains de l'Etat par la petite bourgeoisie algérienne qui a encadré le mouvement nationaliste. La bourgeoisie nationale algérienne est minuscule, bien qu'encore influente dans la propriété foncière la vraie bourgeoisie « nationale » (les Français d'Algérie) a quitté la place, le « haut tiers d'Etat » gouverne (2). L'essentiel de ma critique consistera à essayer de serrer de plus près cette notion que G.C., emporté par la fièvre de la découverte et de son indignation, colore de quelque moralisme idéaliste, péché capital pour un marxiste.

— VIII —

La terminologie de G.C. demeure assez flottante. Le plus souvent, il parle de « petite bourgeoisie » et aussi de « bourgeoisie » (par ex. pp. 81, 82, 108), mais, surtout à la fin, c'est de « bourgeoisie administrative » qu'il s'agit (pp. 111, 113, 115). Que signifie exactement cette expression, employée à tort et à travers, accolée en général à celle de « capitalisme d'Etat » ?

Si G.C. entend par là que l'appareil d'Etat (« administratif ») est occupé par des groupes sociaux petits bourgeois, autrement dit si la

(2) Est-il besoin de préciser que nous utilisons cette expression par analogie, la bourgeoisie nationale étant assimilée à la « Noblesse ».

« bourgeoisie administrative » se définit par « l'origine sociale » de ses membres, l'expression est simplement redondante car il suffit d'appeler un chat, un chat et la petite bourgeoisie, « petite bourgeoisie ». Celle-ci exerce, bien entendu, son activité dans divers secteurs (commerçant notamment), dont l'Etat est le plus important mais non le seul. L'administration qualifie la bourgeoisie, en désignant le terrain où elle joue le plus grand rôle, elle ne détermine par sa nature de classe.

G.C. semble entendre bourgeoisie administrative dans un tout autre sens, en la définissant à partir de la fonction occupée par ses membres, et non plus à partir de leur origine sociale. Du coup, elle ne se confond plus avec la petite bourgeoisie « classique ». Celle-ci mérite des ménagements (p. 82) et ne doit pas être « antagonisée » (Sic. p. 84). Celle-là au contraire doit être combattue sans relâche, car elle vise à instaurer un capitalisme d'Etat. Je crains que cette nouvelle acception ne soit dépourvue de valeur scientifique : définir une classe par sa fonction dans l'Etat est, du point de vue marxiste où s'est placé G.C., une hérésie car il faudrait alors admettre que *tout appareil d'Etat constitue en soit une classe*, quel que soit le système économique dans lequel l'Etat s'inscrit. L'Algérie est gouvernée par une « bourgeoisie administrative », mais alors l'Union Soviétique également, et aussi la République populaire de Chine. Or pareille assimilation des gouvernants à une classe n'a jamais été admise sans autre examen par le marxisme (3). Si l'on soutient que c'est la différenciation économique qui fait d'abord la différenciation sociale, on ne saurait faire d'une

(3) Sauf par M. DJILAS « La nouvelle classe ». Si TROTSKY a parlé de son côté de « Révolution trahie » par les appareils, je n'ai pas le souvenir qu'il ait accusé la bureaucratie stalinienne d'être une « classe », encore moins une « bourgeoisie ». Une bonne analyse de cette question est faite par R. DHAREN-DCRF : *Class and conflict in industrial society*, London, Routledge and Kegan Paul, 1959, pp. 117 et ss.

Certes on ne saurait oublier que de récents essais sur le « mode de production asiatique » ont tenté d'acclimater l'idée d'une classe dirigeante définie par son monopole de la fonction publique et du pouvoir et non par la propriété privée des moyens de production » (G. DHOQUOIS, « le mode de production asiatique » *Cahiers internationaux de sociologie* 1966, vol XLI p. 91) et ont ainsi justifié avant terme la moderne notion de bourgeoisie administrative. Il me paraît pourtant élémentaire d'observer

1) que le « mode de production asiatique » reste, à mon humble avis, une notion bien floue,

2) que la méthode ne serait pas très sûre qui « enjamberait le siècle » pour comparer un mode de production antique, et, à l'époque, stable, à la situation post coloniale caractérisée entre autres par l'instabilité et la « trahison ».

(3) qu'enfin je ne sache pas que l'Algérie ait une tradition étatique du mode de production asiatique (le cas est tout différent pour l'Egypte). Pourquoi, dès lors, lui appliquer le concept même par analogie. Guy DHOQUOIS, très prudent, s'est d'ailleurs bien gardé de la faire. En fait, nous pensions que ces constructions tiennent surtout à la difficulté du marxisme à analyser les périodes de transition ainsi que le remarquait déjà LUKACS, en 1923. D'où les tentatives en direction de concepts aussi divers que « mode de production asiatique », « capitalisme d'Etat », « démocratie nationale » etc...

différenciation politique (opposition gouvernants-gouvernés) la base d'une analyse de classe. La terminologie de G.C. révèle ici une tendance à quelque anarchisme qu'il récuse pourtant par ailleurs (p. 111) lorsqu'il distingue « la bourgeoisie administrative parasitaire algérienne et le nécessaire appareil administratif des Etats socialistes » (4). Le concept de « bourgeoisie administrative » sonne bien, mais se révèle finalement pauvre et même néfaste dans la mesure où il accrédite l'idée sommaire que si tout va mal, c'est la « faute à l'Etat », qu'il convient de doter de « structures révolutionnaires » (p. 93, mais lesquelles ?) et non à la société. MARX, en son temps, a pourtant accablé de sarcasmes BAKOUNINE qui croyait qu'avec la destruction de l'Etat, « le capitalisme s'en irait de lui même au diable ».

— IX —

Les mêmes remarques peuvent s'appliquer à la notion de « capitalisme d'Etat » que G.C. oppose avec acharnement au socialisme. Entendons bien qu'il s'agit ici de notions *économiques* dont il convient d'apprécier les caractéristiques et l'efficacité dans le développement économique (« Les réformes de structures du commerce ont été partielles », p. 82, « la fiscalité algérienne demeure une fiscalité de classe » p. 103, « le sous emploi est considérable, la capacité de production sous employée est grande » p. 113, et surtout... « L'Algérie n'est pas économiquement indépendante... si les structures de l'Etat ne sont pas modifiées, la nationalisation éventuelle (des) secteurs dominants ne garantira pas une indépendance véritable » pp. 104 et 105. Souligné par nous). Le bilan du capitalisme d'Etat est sévère. Le malheur veut cependant qu'il est impossible de le distinguer économiquement du socialisme. Si ce dernier signifie essentiellement appropriation des moyens de production par la collectivité, l'Etat, représentant de la collectivité est légitimement fondé à opérer cette appropriation.

(4) Mais précisément, aucun moyen de faire cette distinction ne nous est fourni par G.C. et pour cause ; il faudrait prouver que la fonction administrative en Algérie confère un statut social dominant et privilégié, ce qui est bien sûr impossible car le statut de fonctionnaire même de rang élevé serait plutôt inférieur à celui du médecin, de l'avocat, du propriétaire foncier ou du commerçant. On pourrait en revanche prouver avec plus de succès que l'administration dépense trop et prélève une fraction trop importante du produit social (cf. S. AMIN, *L'économie du Maghreb*, Paris, éditions de Minuit, 1964) seulement ceci n'établirait nullement en soi l'existence de la « bourgeoisie administrative », car une bonne partie de cet excès de dépenses ne provient-t-il pas aussi du gonflement de l'administration en emplois réservés de catégorie C et D distribués généralement aux anciens combattants ?

Devant la difficulté de tels problèmes, combien il est plus commode de vitupérer une administration qui, malgré l'austérité proclamée, demeure « bourgeoise et non contrôlée par un parti révolutionnaire » (p. 114). Mais tant qu'on n'aura pas expliqué clairement, pourquoi cette administration est bourgeoise (sinon par le fait qu'elle administre bourgeoisement...) on demeurera dans le nominalisme. « Quare opium facit dormire ? Quia est in eo virtus dormitiva », MOLIERE tient l'affiche.

L'étatisation, le capitalisme d'Etat si l'on veut, n'est rien d'autre que la forme économique du socialisme. A partir du moment où une entreprise ou une branche échappe au contrôle des intérêts privés, elle appartient, volens nolens, au secteur socialiste (5). On voit par là combien il est illégitime de distinguer un courant capitaliste d'Etat d'un courant socialiste (comme le fait l'annexe publiée pp. 155 et ss. (5 bis). La seule distinction concevable ferait le départ entre le secteur socialiste « étatisé » et le secteur socialiste « autogéré » ; or, du point de vue de l'économie marxiste (à laquelle G.C. fait explicitement référence p. 86), le secteur autogéré n'a jamais prétendu monopoliser le socialisme. De très bons esprits (6) le considèrent même à juste titre comme un résidu de l'anarcho-syndicalisme quarante-huitard. La sympathie qu'inspirent les partisans de l'autogestion ne saurait nous masquer la réalité : le capitalisme d'Etat est une forme économique de socialisme aussi théoriquement valable et peut être plus efficace que la forme autogestionnaire. G.C. ne peut produire aucune analyse économique marxiste (ou autre) qui prouverait le contraire (7). Quant à la prétendue alliance entre le capitalisme d'Etat et « le capitalisme monopoleur étranger (y compris le capitalisme monopoleur d'Etat) » (p. 157) (8), elle relève de la pétition de principe et du procès de tendance. Si un organisme d'Etat français conclut un contrat avec un organisme d'Etat polonais, G.C. dira-t-il que le capitalisme monopoleur français a fait alliance avec le capitalisme d'Etat polonais ? Rien, économiquement ne vient justifier une thèse assez fantasmagorique.

(5) Je laisse bien entendu de côté la question de savoir à partir de quand un secteur socialiste acquiert suffisamment d'importance pour donner naissance à une formation socio-économique socialiste. Sur la distinction des deux notions cf. M. RODINSON *Islam et capitalisme*, Paris, Le Seuil 1966, pp. 15 et ss. A la rigueur on pourrait nommer « capitalisme d'Etat » un système où il existe un secteur étatique, à l'intérieur d'une formation socio-économique capitaliste (c'est le système français par exemple) mais G.C. ne faisant jamais cette distinction, nous appellerons capitalisme d'Etat le système qui régit le secteur ou la formation socio-économique.

(5 bis) Et comme le fait également G. DHOQUOIS (op. cit. p. 91). D'ailleurs les termes employés par ce dernier indiquent clairement qu'à ses yeux la distinction est avant tout d'ordre social et politique (le socialisme est mû par le « dynamisme populaire », il réconcilie l'homme et la société » etc... nous examinerons cette question aux paragraphes X et suivants.

(6) Les Chinois entre autres.

(7) G.C. cite Ch. BETTELHEIM (*l'Inde indépendante*, Paris A. Colin, 1962) à l'appui de sa thèse sur la nocivité du capitalisme d'Etat. Mais tout ce qui dit BETTELHEIM (que G.C. rapporte honnêtement p. 65) prouve seulement qu'en Inde « le secteur privé, grâce à la possession de l'appareil d'Etat, a pompé le secteur nationalisé et ne lui a laissé en charge que des secteurs faiblement rentables ». Qu'est-ce à dire sinon simplement que le capitalisme d'Etat n'a pas été assez loin, mais je ne vois là nulle trace d'une critique économique dudit « capitalisme ».

(8) cf. aussi p. 81 : « La chance de l'impérialisme français réside dans une alliance avec la bourgeoisie et la bureaucratie, laquelle s'efforce d'instaurer un capitalisme d'Etat ».

Enfin, l'Etat demeure bien le principal instrument de réalisation du socialisme. Critiquer « l'Etat patron » (9), c'est affaiblir son autorité et diminuer les chances du socialisme.

— X —

G.C. rétorquerait sans doute que nos remarques sont à leur tour entachées de verbalisme, *car de quel Etat s'agit-il ?* Ne convient-il pas de poser le problème de « la nature de l'Etat », c'est-à-dire de « l'origine sociale de ceux qui le composent, leur idéologie et la part de surplus économique qu'ils consomment » (p. 87) et de citer l'exemple de la R.A.U. « qui a étatisé la presque totalité de ses moyens de production » et qui pourtant « n'est pas un régime socialiste » car « les cadres du régime sont dans leur écrasante majorité, d'idéologie bourgeoise et d'origine petite bourgeoise ou bourgeoise » (ibid). Peut-être, mais le critère de distinction mis en avant ici n'est plus fondamentalement économique, il est *d'abord politique* (10). Si le « capitalisme d'Etat » est critiqué, ce n'est pas en tant que tel (ce serait impossible) mais parce que l'Etat ne représente pas démocratiquement les classes défavorisées. Si telle est vraiment la pensée de G.C., elle recouvre alors sa cohérence mais doit s'épurer des attaques confusionnistes contre le capitalisme d'Etat comme système économique et la bourgeoisie administrative comme classe qui n'ajoutent rien et ne sont conformes ni à l'économie ni à la sociologie marxistes.

Débarrassée de ses scories, la thèse de G.C. peut alors s'énoncer ainsi : l'Etat algérien a pris un certain nombre de mesures socialistes, il en prendra sans doute beaucoup d'autres dans l'avenir, mais il ne construira pas le socialisme, pas plus qu'il n'assurera le développement du fait de son origine de classe : la petite bourgeoisie qui l'occupe,

(9) Cette expression que G.C. n'emploie heureusement pas, car elle n'a rien de marxiste, a eu son heure de gloire entre 1946 et 1955, pour désigner l'Etat français nationalisant certaines entreprises. On fait valoir que l'Etat se conduisait alors comme un patron privé, traitant ses salariés encore plus mal que le précédent et que cela ne constituait pas le socialisme. Mais on prendra garde à deux choses : d'abord que cette expression a surtout été employée par la droite française pour mieux discréditer les nationalisations, ensuite qu'en toute rigueur de termes, un Etat socialiste ne peut être qu'un Etat patron, car on n'a pas encore trouvé le moyen de faire marcher les entreprises toutes seules. Le reproche que mérite l'Etat français serait plutôt de n'avoir pas été assez patron, c'est-à-dire dans un secteur suffisamment étendu. Les slogans « La mine aux mineurs, non la mine aux ministres » n'ont économiquement aucun sens.

(10) D. APTER, non marxiste, nous semble avoir vu le problème plus correctement (op. cit. p. 130) en indiquant que le « socialisme » en tant qu'effort pour contrôler les ressources économiques du pays s'accompagne quelquefois du resserrement du cercle de dirigeants à quelques uns capables de définir des buts et de répartir des rôles pour l'ensemble de la collectivité. Autrement dit, le socialisme économique peut fort bien s'accompagner de la domination politique (absolue ou relativement modérée) d'une « clique » ou d'un ensemble de cliques. Alors ce n'est plus du socialisme dira G.C., peut-être, mais y a-t-il beaucoup de pays vraiment socialistes ?

conservatrice, avide de promotion individuelle (« vorace » répète plusieurs fois G.C. avec une délectation morose) ne peut pas servir les intérêts des classes défavorisées, paysannerie pauvre et prolétariat qui ont fait la révolution nationale et qui un jour feront la révolution sociale dont elles ont été frustrées. Le procès de la petite bourgeoisie (en général, et non de sa seule fraction administrative) est ici ouvert. Il convient de mieux l'instruire.

— XI —

Le gouvernement par la petite bourgeoisie, ou dans d'autres terminologies, par la « classe moyenne » a été signalé dans nombre de pays sous-développés et notamment dans le monde arabe et au Maghreb (11). Le mérite de G.C. est sans doute d'essayer d'en faire la démonstration en Algérie. Pourquoi faut-il cependant que son propos se teinte de tant d'agressif idéalisme qu'on ne parvienne pas à savoir pourquoi ce phénomène est apparu aussi en Algérie (dont le processus de décolonisation a tout de même présenté quelques caractères particuliers que F. FANON entre autres a mis en relief (12) et en quoi il y présente des aspects spécifiques (car la politique algérienne n'est en rien comparable à celle de la Tunisie par exemple). Malgré son désir de mener une analyse concrète, G.C. se laisse aller à un certain nombre de condamnations morales. Ainsi, les immeubles vacants n'auraient été occupés que par la petite bourgeoisie, « le nombre de familles pauvres qui ont pu trouver un appartement dans le centre des grandes villes... est négligeable » (p. 23). Or, ceci est inexact (à moins de faire de la femme de ménage ou du soudeur des « petits bourgeois », mais alors les mots n'ont plus de sens). Le désir d'enrichissement qui « s'est emparé » de larges fractions de la population algérienne lors de l'indépendance n'est certainement pas limité à une classe sociale déterminée, non plus que les pratiques de pillage auxquelles il est fait allusion (p. 41) en y accolant aussitôt l'épithète infamante « d'embourgeoisement ». La vérité nous paraît infiniment simple : l'indépendance a marqué le début de la *récupération* de l'Algérie par les Algériens. Que celle-ci ait profité d'abord à la petite bourgeoisie du fait de sa position géographique et sociale, rien de plus certain (et ici nous rejoignons G.C.) mais point n'est besoin de transformer cette observation scientifique en anathème moral : le peuple peut piller et vouloir s'enrichir comme le bourgeois, ni l'un ni l'autre n'ont le monopole de la vertu privée et publique, raisonner autrement, c'est faire du populisme, non de la sociologie marxiste. On pourrait ainsi

(11) M. HALPERN *The politics of social change in the middle east and North Africa* Princeton, Princeton University press 1963 qui parle de la « new middle class » (p. 75) et G. H. MOORE. « La Tunisie après Bourguiba ? » *Revue Française de Science Politique*, 1967, pp. 645-667 qui emploie exactement le même terme (p. 648). Cf. du même auteur *Tunisia since independence* Berkeley, University of California press, 1965.

(12) Notamment dans *L'an V de la Révolution algérienne* Paris, Seuil, 1960, réputé sous le titre *Sociologie d'une révolution* Paris, Maspéro 1965.

multiplier les exemples (13) d'un moralisme irritant et dangereux dans la mesure où il déplace l'objet de l'étude ; de l'examen des affrontements entre forces réelles, on passe à la condamnation d'options morales, on tombe dans l'idéalisme et dans l'idéologie religieuse : être socialiste, c'est ne pas acquérir de biens vacants, ni de « D.S. », ne pas aller à « Moretti » et ne pas boire d'alcool, puisqu'être bourgeois, c'est faire tout cela. (L'Algérie des mosquées ou l'Algérie des cabarets », pouvait-on lire dans « Révolution africaine » au mois d'août 1967). Le socialisme c'est peut-être aussi cela, mais ce n'est pas d'abord cela (14).

— XII —

Ce genre de raisonnement « affectif », normal d'ailleurs dans un pamphlet, n'aurait guère d'importance s'il n'arrivait à rendre quasi inintelligible la montée au pouvoir de la petite bourgeoisie. Chargée de tous les péchés de qui vous savez, cette dernière a surgi comme un brigand pour confisquer voracement la révolution. Ceci ressemble par trop à une fable. G.C. a tenté d'aller plus profond en étudiant, à très juste titre, « les caractéristiques du mouvement national algérien ». C'est à cette recherche, qu'on doit toujours reprendre pour essayer de saisir l'Algérie d'aujourd'hui, qu'il convient de s'attacher maintenant.

Schématiquement, nous dirons qu'aux yeux de G.C., l'histoire du mouvement nationaliste algérien s'analyse en une longue suite de trahisons du peuple ouvrier et paysan, vrai moteur de la libération, par son encadrement petit bourgeois et réformiste. Qu'on en juge : « La direction du MTLD, bien que ralliant les masses populaires

(13) Ainsi le fait pour un comité de gestion de s'approprier les revenus de la propriété en autogestion, en se versant des salaires « confortables » est qualifié de « contradiction mineure » (p. 62) mais la coexistence de l'autogestion avec l'appareil d'Etat aux « aspirations bourgeoises » est une « contradiction majeure » (p. 66). Peut-être, mais il faudrait expliquer pourquoi, sinon le lecteur garde la désagréable impression que le comité de gestion a moralement tous les droits et l'administration moralement tous les torts. Quant aux critiques portées contre l'office national du Tourisme qui « n'a pas cherché à promouvoir un tourisme populaire et s'est très vite orienté vers le tourisme bourgeois » (p. 96) et aux citations complaisantes de FANON sur l'alliance, grâce au tourisme (!) de la bourgeoisie nationale et de la bourgeoisie occidentale, elles relèvent plus de la réaction que de la réflexion. Personne n'a encore démontré à ce jour en quoi le tourisme était économiquement anti-socialiste. C'est pourtant le problème important.

(14) Bien entendu, il n'est pas interdit à un leader ou un groupe dirigeant de faire appel aux ressorts moraux et religieux de l'opinion publique pour mener à bien une politique socialiste (v. par ex. les déclarations de J. NYERERE cités par B. DAVIDSON *les voies africaines* Paris, Maspero 1962 et celles de K. KAUNDA cités par R. DUMONT « K. KAUNDA et le socialisme zambien » *Esprit*, septembre 1967, p. 249. Sur le concept de « Religion politique », v. D. APTER, op. cit., pp. 292-312 et D. APTER (ed) *Ideology and discontent*, New York, Free press of Glencoe, 1964, où l'intégration de ressorts religieux traditionnels et modernes dans la construction d'un régime est analysée en détails). Mais il convient au moins de séparer les plans et de les hiérarchiser avant de les intégrer.

exprimait surtout les aspirations de la petite bourgeoisie à *trouver sa place dans le cadre du régime colonial* » (p. 32) (souligné par nous). « Toujours dotés d'une large assise populaire, bien souvent composés de paysans sans terres ou pauvres et d'ouvriers, les mouvements nationalistes oscillent entre des directions petites bourgeoises » (pp. 33-34). L'insurrection du 1^{er} novembre 1954 vient modifier la situation, mais pas pour longtemps : elle « était le signe du dépassement du réformisme des partis traditionnels, mais les classes moyennes qui composaient les directions de ces partis vont, compte tenu de l'absence de doctrine des éléments premiers du FLN, l'imposer dans le Front et le faire devenir cette coalition hétérogène, dominée au sommet par une écrasante majorité petite bourgeoise » (p. 34) d'où la déconfiture du Front, les Accords d'Evian, le triomphe du général de GAULLE (« Le grand vainqueur de cette première étape celle des trois années des accords d'Evian demeure le chef de l'Etat français » p. 113) etc... En somme, la petite bourgeoisie a trahi le mouvement nationaliste qu'elle a dirigé sans en être vraiment, dès lors rien d'étonnant à ce qu'elle trahisse le socialisme. L'analyse du « contenu social » de la guerre de libération nationale a fait ressortir que ce sont les paysans pauvres et tout particulièrement les paysans des régions montagneuses qui ont impulsé la lutte, épaulés par les travailleurs des villes. L'ampleur de la lutte de libération nationale a entraîné les autres classes » (p. 85. Souligné par nous). Les classes « entraînées » ont pris la direction du mouvement. Ce n'est plus, « je suis leur chef, je dois les suivre », c'est « je les ai suivis, donc je suis leur chef ».

La démonstration est brillante, elle contient même de nombreux éléments exacts, pourquoi faut-il cependant qu'elle n'emporte pas l'adhésion ? Pour une raison de simple bon sens d'abord : si la petite bourgeoisie a trahi à ce point la lutte nationale (puisqu'elle a même cherché à trouver sa place dans le régime colonial !) on ne comprend pas comment elle a fini par la diriger. Qu'elle n'ait pas été « liquidée », soit, mais être devenue leader, cela passe l'entendement. Un rétablissement aussi acrobatique ne saurait être conforme à la réalité. Celle-ci est plus simple : la petite bourgeoisie a été authentiquement nationaliste, depuis le début du mouvement, et comme elle possédait les instruments intellectuels qui manquaient au milieu paysan fortement « carencé » (15) et au monde ouvrier, que le parti communiste, trop lié à son homologue français ne représentait pas (16), elle a exprimé tout naturellement

(15) Selon l'expression très juste de M. LACHERAF *L'Algérie, Nation et société*, Paris Maspero, 1965, p. 12.

(16) Comme le reconnaît très honnêtement G.C. « Le P.C.A. n'a pas su apprécier le fait national à sa juste valeur » p. 35. Les mouvements petits bourgeois dans leur ensemble ont été plus clairvoyants. Pourquoi leur dénier ce mérite **historique** ?

l'idéologie du nationalisme. Que celle-ci soit désormais incapable de rendre compte des réalités d'un pays indépendant et d'aider à la construction du socialisme, c'est possible (17), mais ceci n'enlève rien à sa valeur intrinsèque au temps de la colonisation. Refuser d'admettre que l'idéologie nationaliste a été forgée et exprimée valablement par la petite bourgeoisie algérienne et n'accorder de crédit qu'au secteur paysan et prolétarien, c'est, je pense, s'exposer à ne rien comprendre à l'évolution de l'Algérie indépendante. En effet, le monde paysan n'a pesé d'aucun poids décisif dans l'élaboration de l'idéologie nationaliste : il a joué un rôle militaire essentiel, sans avoir aucun rôle politique (18).

Si cette hypothèse est exacte, d'autres études devraient l'approfondir, mais elle semble déjà solidement étayée il faut se garder de distinguer nationalisme paysan, véritable moteur et nationalisme petit bourgeois, simple leurre. C'est trop peu dire qu'ils ont conclu une alliance : au niveau de l'expression et des programmes, il n'y en

(17) La charte d'Alger formule là dessus des thèses judicieuses : « Le risque que connaît le pays est que des idéologues au service des couches exploitantes se réclament de leur lucidité relative sur des questions nationalistes pour empêcher toute approche scientifique des problèmes qui sont aujourd'hui de nature révolutionnaire » : *La Charte d'Alger*, p. 37, cf. aussi les remarques très pénétrantes de M. LACHAREF op. cit. pp. 29 et ss.

(18) Ce n'est pas le lieu de faire la démonstration détaillée de cette hypothèse. Mentionnons seulement qu'elle s'appuie entre autres sur les travaux de P. BOURDIEU : *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, Mouton, 1962 pp. 389 et ss, de P. BOURDIEU et A. SAYAD : *Le déracinement*, Paris, Editions de Minuit, 1964 et M. LACHERAF op. cit., pp. 12 et ss. Au vrai, LACHERAF, très nuancé affirme que le « patriotisme rural, la soif de récupération de la terre, a formé la base du sentiment national et a poussé les paysans à la lutte armée, mais il n'en a jamais tiré la conclusion que l'idéologie nationaliste a été forgée par la campagne. Il dit même expressément le contraire (p. 25) en déplorant que la « conscience politique n'ait pas été donnée à cette société à partir de milieux urbains solidaires d'elle », ce qui signifie, si nous comprenons bien, que l'idéologie nationale a été véhiculée par des petits bourgeois, « coupés » des paysans pauvres. C'est pourquoi LACHERAF est fondé à regretter qu'après le 1^{er} juillet 1962 « l'indépendance » (i.e. l'idéologie nationaliste) ait primé « la révolution » (i.e. l'idéologie socialiste) p. 31. Un récent et remarquable article (pp. 162 et ss.) fait le point de la question de la façon convaincante : J. FAVRET « Le traditionalisme par excès de modernité ». *Archives européennes de sociologie*, 1967, n° 1 : « Là (en Algérie) « comme ailleurs, les villes ont été les seules centres d'innovation politique... on a « souvent parlé de révolution paysanne à propos de l'Algérie ; cette qualification est exacte, si l'on veut signifier que la révolution consistait à chasser « du pays une minorité étrangère dominante et que l'instrument de cette libération était une armée composée surtout de paysans, y compris dans ses cadres ; il reste que ce rôle militaire de la paysannerie n'a guère eu d'implications « politiques décisives ».

a jamais eu qu'un (19), divisé, il est vrai, entre une fraction « arabo-islamique » et une fraction « laïcisante » (pour faire bref, les oulémas d'un côté, nombre de « centralistes » de l'autre) mais toujours dominé par la classe moyenne urbaine.

— XIII —

Dans le fond, G.C., marxiste impénitent (et sur ce point mal inspiré) veut faire du nationalisme, un « phénomène de classe » (20) d'où les distinctions entre un « bon » nationalisme véhiculé par les classes révolutionnaires et un « mauvais » émané des classes conservatrices. Or, cette analyse ne s'applique pas au nationalisme anticolonial, parce que toutes les classes sociales ont intérêt à la disparition de l'Etat colonial (à l'exception des « collaborateurs » qui doivent constituer environ 0,5 % de la population. Et encore... le « plan de réformes » demandant en 1943 la création d'un Etat national algérien avait été rédigé par « les délégués financiers arabes et kabyles ». Après quoi, ceux-ci furent « entraînés », pour parler comme G.C., vers des positions plus « modérées », mais ils s'étaient tout de même manifestés) ; la petite bourgeoisie attend que lui revienne le pouvoir politique et le niveau de vie des anciens colonisateurs qu'elle veut remplacer, le prolétariat urbain, la sécurité de son emploi et l'augmentation de son salaire, la paysannerie pauvre, la terre et aussi de plus en plus le travail et l'instruction ; chacun communie dans l'idéologie de l'Etat

(19) Si l'on excepte le programme présenté par l'UGTA et la Fédération de France du FLN, notamment à Tripoli en 1962. Mais on sait la faiblesse de l'UGTA dans un pays où le salariat demeure l'exception. Sur le syndicalisme algérien, v. EQBAL (Ahmad) « Trade Unionism » in L.C. BROWN (ed) *State and society in independant North Africa* Washington, Middle East Institute, 1965, pp. 146-191 et F. WEISS *Doctrine et action syndicales en Algérie* Thèse, Paris, ronéot), 1967. Quant au poids politique de l'émigration, il demeure faible (contrairement à ce que paraît soutenir G.C. p. 84, note 1), surtout si l'on sait avec J. FAVRET, op. cit., que « la conséquence principale (de l'émigration) est la conservation des modes de vie ruraux ».

(20) C'est oublier que nombre de phénomènes socio-économiques ne sont pas appréhendés par la sociologie marxiste comme des phénomènes de classe. Sur le plan interne, le « clans » et les « cliques » par exemple ne sont pas des classes et au plan international, l'impérialisme colonial ne saurait se réduire à l'oppression d'une classe par une autre, quels que soient les sympathiques efforts faits jadis pour l'identifier à l'exploitation conjoints du prolétariat de la métropole et du peuple colonisé par la classe dirigeante de la métropole et de ses alliés de la colonie. L'impérialisme n'oppose pas obligatoirement les « bonnes » classes aux « mauvaises ». Ce serait trop simple.

national (21) à composante populiste. Cette idéologie se prolonge après l'indépendance, ce qui explique l'indifférenciation sociale, car les clivages sociaux ne se traduisent pas encore en clivages politiques (22) et la domination de la classe moyenne. Celle-ci n'a rien confisqué, elle continue à exprimer ce qu'elle a toujours exprimé au nom du peuple entier : la soif de récupération, la « reconquête de l'identité » selon l'expression de J. BERQUE.

Le principal tort de G.C., à notre sens, est donc d'ignorer la vigueur intrinsèque de l'idéologie nationalitaire et le rôle positif qu'a joué la bourgeoisie dans le mouvement national, rôle qui explique largement sa puissance actuelle. Il est parfaitement loisible de soutenir, à l'instar de G.C., que cette puissance compromet toutes les chances d'un socialisme réel, à condition de préciser aussitôt que si le socialisme est mis en péril, ce n'est nullement parce que la révolution nationale a été de tous temps trahie par la petite bourgeoisie, mais, tout au contraire parce que cette dernière a été trop fidèle au nationalisme et se trouve dans l'incapacité de le dépasser. A l'analyse réductrice de G.C. (la petite bourgeoisie n'est pas socialiste, donc elle n'a pas été vraiment nationaliste) qui me paraît idéaliste, il convient d'opposer un autre raisonnement : La petite bourgeoisie n'est pas socialiste, mais elle n'en a pas moins été authentiquement nationaliste, et les difficultés du socialisme proviennent peut-être du fait que le nationalisme est demeuré la valeur de base de la société politique, l'image de l'édification nationale l'emportant de beaucoup sur celle de lutte

(21) Sur l'apparition de l'Etat national dans les pays arabes V.A. Laraoui *L'idéologie Arabe contemporaine* Paris, Maspero 1967, sur « l'idéologie nationalitaire », cf. A. Abd El Malek « Problématique du socialisme dans le monde arabe » *L'homme et la société*, 1966, n° 2, p. 134 ABD EL MALEK emploie l'adjectif « nationalitaire » pour qualifier l'idéologie des anciennes colonies se libérant de la domination d'une métropole et la distinguer ainsi du « nationalisme » classique sévissant dans les métropoles elles-mêmes : Le « nationalitarisme » est une idéologie de domination toujours menacée de tomber dans le chauvinisme et la volonté de puissance, le « nationalisme » est une idéologie de réaction contre la domination, donc plus ouverte sur l'universel. Nous ne sommes pas entièrement convaincus du bien fondé de la distinction car selon nous, le nationalisme présente toujours deux faces, l'une chauvine (c'est le nationalisme pur), l'autre ouverte (c'est le « nationalitarisme » si l'on veut), et ceci vaut pour tous les pays, mais la notion demeure unitaire. Il vaut mieux distinguer un « nationalisme anticolonialiste » dont la face ouverte est plus apparente et un « nationalisme métropolitain » où le chauvinisme risque de dominer. Mais les deux aspects demeurent présents dans tout nationalisme. Au texte, nous emploierons donc indifféremment, nationalitarisme et nationalisme algérien en particulier.

(22) Ce qui explique aussi le monolithisme de la vie politique, dû, non pas à la dictature d'une classe, comme dans un régime marxiste, mais à l'absence de clivages politiques, conscients. G.C. a bien vu ce problème (p. 86 : « La réalité sociale ne peut s'exprimer en décisions politique ») mais il en situe la cause dans « la nature de l'Etat », ce qui revient à prendre l'effet pour la cause. L'indifférenciation de la société produit la nature de l'Etat et non le contraire. Sur l'ensemble du problème, v. P. WORSLEY : *The third World*, Londres, Weidenfeld et Nicolson, 1964.

des classes (23). Il est capital de commencer par constater ce fait, afin d'en discerner les aspects positifs (24) et négatifs (25) et de poser le problème véritable des rapports entre nationalisme et socialisme. Quand G.C. semble considérer qu'il n'y a de vrai nationalisme que celui qui mène au marxisme léninisme, il récite toute autonomie au nationalisme, le condamne d'avance à « tomber » dans le marxisme et du coup supprime le problème qui est précisément de savoir *comment* cette chute s'opérera si elle doit s'opérer (26).

— XIV —

Dans cette optique, les questions essentielles me paraissent être les suivantes :

1) en quoi l'idéologie nationalitaire est-elle insuffisante pour répondre aux besoins d'un pays sous-développé ? G.C. répond partiellement à la question. On sent qu'il appliquerait volontiers à l'Algérie

(23) Ce qui explique entre autres que dans n'importe quel débat politique, les adversaires recourent toujours à « l'argument massue » national. Si l'on arrive à prouver que l'adversaire sort de la communauté nationale, on est à peu près sûr de l'emporter. Ce détour obligé par le nationalisme en dit assez sur la vigueur de ce dernier. Que ce soit un facteur d'obscurcissement et de confusion, c'est bien possible (car il est tout de même différent d'utiliser une idéologie ou une culture étrangères et de servir les intérêts économiques et politiques étrangers et pourtant ces deux attitudes sont condamnées également par le nationalisme) mais le problème ne peut être posé qu'après avoir établi sans doute possible la vigueur et l'authenticité du nationalisme petit bourgeois, en tant qu'idéologie autonome, distincte du socialisme.

(24) Cf. en ce sens A. ABD EL MALEK (op. cit., pp. 134 et 135) selon qui la construction du socialisme passe par la construction de l'Etat Nation, et qui ajoute « C'est dans la mesure où les forces du socialisme dans les pays arabes seront totalement et profondément engagées dans le processus d'édification nationalitaire ... et dans cette mesure seulement que ces forces pourront infléchir l'évolution en cours en direction du socialisme ». V. du même auteur une appréciation finalement « positive » de *l'Egypte, société militaire* Paris, Le Seuil 1962.

(25) Cf. H. RIAD *L'Egypte nasserienne*, Paris, Edditions de Minuit, 1964, lecteur marxiste (comme celle d'ABD EL MALEK) mais « négative » de l'Egypte De son côté, M. RODINSON a tenu à marquer fermement contre ABD EL MALEK que le nationalitarisme comme le nationalisme (cf. supra note 22) était gros de virtualités xénophobes, pouvant toujours l'infléchir vers l'autocratie et le culte de la raison d'Etat au nom de « la lutte contre la menace étrangère » « Dynamique interne ou dynamique globale. L'exemple des pays musulmans », *Cahiers internationaux de sociologie*, 1967, vol. I, p. 43, note 2.

(26) En réduisant le « vrai » nationalisme au marxisme et en faisant ainsi de ce dernier une sorte de nationalisme objectif, G.C. commet à certains égards la même erreur qu'A. LAROUI, quand ce dernier, dans un mouvement inverse, réduit le marxisme (comme « système » et non comme « méthode ») au nationalisme et fait de ce dernier un « marxisme objectif » (op. cit) Encore une fois on peut très bien soutenir que le seul moyen de dépasser le nationalisme et de l'accomplir pleinement, c'est de « passer au marxisme », mais cela suppose qu'on ne confonde pas les deux notions, « objectives » ou non.

la formule de G. MYRDAL que « les hommes au pouvoir sont généralement favorables à une politique de développement économique, mais à condition qu'elle n'amène pas de changement dans la structure sociale au sein de laquelle ils jouissent d'une situation privilégiée » (27). Mais une fois ceci dit, il reste à se demander, quels sont les « ingrédients » de l'idéologie de ces hommes au pouvoir et de l'opinion publique qui les soutient, afin d'en apprécier l'efficacité. G.C. quelle que soit sa volonté d'aller à l'essentiel, n'aurait-il pas dû consacrer un développement plus substantiel au rôle politique de l'Islam ? Il n'y consacre que la page 26, d'ailleurs intéressante, mais un peu trop superficielle (en dépit de la référence à M. RODINSON) : dire que l'Islam est « une arme commode entre les mains de la petite bourgeoisie », est-ce aller au fond du problème ? Les questions posées par les structures traditionnelles ne sont jamais abordées de façon cohérente (en dehors des références au « clanisme » qualifié tantôt de survivances du féodalisme, tantôt de manifestation de querelles petites bourgeoises) pas plus qu'il n'est traité du rôle de l'internationalisme dans la politique algérienne. Islam, tradition, internationalisme : trois phénomènes dont il faudrait tenir sérieusement compte pour apprécier le socialisme algérien.

2) Comment la petite bourgeoisie peut-elle être remplacée et par qui ? G.C. déclare in fine (p. 115) que les contradictions paysannes s'aiguïseront et que les cadres révolutionnaires conscients feront alors la jonction du monde rural avec le prolétariat. Parfait schéma « guevarien » (et en l'espèce, « chinois » aussi bien) qui demanderait seulement un commencement de preuve. G.C. s'insurge quelque part (p. 87) contre l'éternelle comparaison avec Cuba, on pourrait lui retourner l'argument et se demander si les conditions algériennes sont bien les conditions latino-américaines. Si la révolution algérienne est selon G.C. une révolution « démocratique nationale » qu'il est sectaire de traiter de fasciste (p. 86), on doit se rappeler qu'aucun mouvement paysan d'envergure n'a, à ce jour, jamais éclaté contre un tel type de régime (28). Ne peut-on formuler une autre hypothèse plus plausible, partant sur des contradictions au sein de la classe moyenne elle-même, dont une partie, par ferveur anti impérialiste ou parce que les voies de la montée sociale lui seront fermées (scolarisation difficile, moins de places dans l'administration) se détachera de l'idéologie nationaliste ?

3) Quels sont les aspects positifs de la phase actuelle et que doit-on en conserver dans la phase ultérieure ? Loin de relever de la stratégie de « café du commerce », cette question a une grande importance du

(27) G. MYRDAL *Une économie internationale*, Paris, P.U.F. 1958, passage cité par Y. LACOSTE *Géographie du sous-développement*, Paris, P.U.F. 1965 (Collection « Magellan »). MYRDAL, dont le texte original remonte à 1955, c'est-à-dire avant la grande vague de décolonisation, ne visait que les pays (Amérique latine, Inde) féodaux ou gouvernés par des bourgeoisies nationales. La formule serait sans doute à réviser maintenant. R. DUMONT (*L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Seuil 1962) et A. MEISTER (*L'Afrique peut-elle partir ?* Paris, Seuil 1965) semblent la tenir pour encore valable.

(28) A l'exception peut-être, du Vénézuéla, encore faudrait-il mesurer sérieusement l'influence du F.A.L.N. dans le monde paysan.

point de vue de la théorie marxiste de l'Etat. G.C., tout en reconnaissant volontiers les réalisations positives éparses du régime, en dénonce avec insistance la vanité puisque l'Etat n'est pas changé et que des « structures révolutionnaires » (dont on ne nous dit *jamais* ce qu'elles pourraient être) n'ont pas été mises en place. Nous sommes ici au cœur de la critique marxiste de l'Etat, critique dévastatrice s'il en fut, puisque rien de ce qui est accompli par l'Etat (libéral, national, démocratique) n'a de valeur en soi, tant qu'il n'est pas pris en main (« investi ») par la classe prolétarienne et son parti. G.C. demeure entièrement fidèle à cette thèse de la « rupture qualitative ». On peut se demander si sur ce point, la vulgate marxiste (29) ne devrait pas être révisée, surtout à la lumière de l'expérience des Etats Nations nouveaux. Sans qu'il soit besoin de recourir à la thèse effectivement assez brumeuse de la « démocratie nationale » (critiquée par G.C. p. 87), on peut soutenir que dans son action d'édification de la société, l'Etat national a une valeur propre, il ne se réduit pas à l'expression des intérêts de la classe dominante, comme on le répète trop volontiers ; il a une action positive sur la société en général, par son administration, par le respect (tout relatif) de la loi qu'il inculque, par les services qu'il dispense, les emplois qu'il crée etc... (30). Certes, il faudrait mettre à part le cas où l'Etat national trahissant sa mission n'exprime plus que les intérêts de la clique dirigeante et doit à ce moment être complètement détruit. Si l'on pense que l'Algérie entre dans cette catégorie, il faut sérieusement le démontrer au lieu de se perdre en généralités sur le caractère plus ou moins révolutionnaire des structures de l'Etat.

— XV —

On le constate à la longueur de cet exposé, *L'Algérie est-elle socialiste ?* n'est pas un livre qui laisse indifférent. Au-delà des points de désaccord, souvent importants, que nous avons cru relever (31), il faut insister, pour terminer, sur l'effort de construction, la justesse de nombreuses observations et par dessus tout, la fougueuse sympathie dont il témoigne. « J'ai juré de vous émouvoir ! » écrivait G. BERNANOS au début de la *Grande peur des biens pensants*. G.C. y est parvenu. Ce n'est pas un mince mérite.

Jean LECA.

(29) « Vulgate » et non « théorie », car il n'y a pas vraiment de théorie marxiste très élaborée de l'Etat, si l'on excepte « L'Etat et la révolution » qui demeure un opuscule de combat, génial mais rapide. Fonder là-dessus la théorie marxiste de l'Etat, revient à peu près à fonder le marxisme sur le *manifeste du parti communiste*.

(30) On répondra peut-être que cette action positive a été réelle, mais que, à l'instar du capitalisme vu par MARX, l'Etat national a rendu d'éminents services, mais doit maintenant disparaître pour céder à un Etat révolutionnaire. L'analogie est un peu grossière, et, de toutes façons, comparaison n'est pas raison.

(31) Désaccords qui tiennent peut-être à des malentendus de formulation plus que de fond. Dans certains articles publiés ultérieurement dans *Partisans*, G.C. me semble avoir mieux marqué l'autonomie du nationalisme et le rôle positif des classes moyennes pour la modernisation du pays.